

Caisse d'Allocation Familiales  
des Pyrénées-Orientales  
112 rue Henri Ey  
66019 PERPIGNAN Cedex 9

**MISSION DE "CONTROLE DE DECENCE DES  
LOGEMENTS"**

**MAPA n°2025-05**  
**Acte d'Engagement**

Famille : 85,31 Bureaux de contrôle  
CPV : 70333000-4



*Attention : Par la signature du présent document, le candidat déclare avoir pris une exacte connaissance des documents qui y sont mentionnés (Cahier des Clauses Particulières), des conditions d'exécutions et déclare les accepter sans aucune réserve.*

Etabli en application de l'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale, de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

**Juillet 2025**

**Maître de l'ouvrage :**

**CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DES PYRENEES-ORIENTALES**

**Objet :**

**Mission contrôle de décence des logements pour la Caisse d'allocataions familiales**

**Personne habilitée à donner les renseignements :**

**Monsieur le Directeur de la Caf des PO**

**Ordonnateur :**

**Monsieur le Directeur de la Caf des PO**

**Comptable public assignataire des paiements :**

**Madame La Directrice Comptable et Financière de la Caf des PO**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

**PIECES PARTICULIERES :**

- Le présent acte d'engagement et son annexe,
- Le Cahier des Clauses Particulières (descriptif de la prestation),
- Le Cadre de Réponse,
- Le règlement de consultation
- Les Clauses de protection des données à caractère personnel.

**PIECES GENERALES :**

- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité sociale
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique
- Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se déroulent en français, il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

### **ARTICLE 3 - POUVOIR ADJUDICATEUR – COMPTABLE ASSIGNATAIRE**

Le pouvoir adjudicateur est Monsieur Le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Orientales.

Le comptable assignataire est Madame la Directrice Comptable et Financière de la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Orientales.

## **Article 1<sup>ER</sup> : Contractant**

Nom, prénom, qualité et adresse professionnelle du signataire :

- ☐ agissant pour mon propre compte<sup>1</sup> ;  
☒ agissant pour le compte de la société<sup>2</sup> :

SIRET :

SIREN :

RCS Nîmes – Code RC :

Code APE :

- ☐ agissant en tant que mandataire du groupement solidaire<sup>3</sup>  
☐ agissant en tant que mandataire solidaire du groupement conjoint  
☐ agissant en tant que mandataire non solidaire du groupement conjoint

pour l'ensemble des prestataires groupés qui ont signé la lettre de candidature du ...../...../.....

- après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (CCAP), et des documents qui y sont mentionnés,

Je m'ENGAGE ou j'ENGAGE le groupement dont je suis mandataire<sup>4</sup>, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le Cahier des clauses administratives particulières, à exécuter les prestations qui me concernent, dans les conditions ci-après définies.

## **ARTICLE 2 - FORFAIT DE REMUNERATION et PRIX**

### **2.1 MODALITES DE FIXATION DU FORFAIT DE REMUNERATION**

La rémunération est unitaire et est fixée à l'article 2.4.

### **2.2 DISPOSITIONS DIVERSES**

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le Caf des PO s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

---

<sup>1</sup> Cocher la case correspondante à votre situation

<sup>2</sup> Indiquer le nom, l'adresse, le numéro SIREN, Registre du commerce, numéro et ville d'enregistrement ou répertoire des métiers, numéro et ville d'enregistrement ou les références de son inscription à un ordre professionnel ou référence de l'agrément donné par l'autorité compétente quand la profession à laquelle il appartient est réglementée

<sup>3</sup> Cocher la case correspondante à la nature de votre groupement

<sup>4</sup> Rayer la mention inutile

## 2.3 FORME DU PRIX

Les prix sont fermes pour l'exercice 2026.

## 2.4 MONTANT DE LA REMUNERATION FORFAITAIRE s'élève à :

### 2.4.1 - Conditions générales de l'offre de prix

- a) Est réputée établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo (mois de remise des offres),
- b) Résulte de l'appréciation de la complexité de l'opération,
- c) Comprend les éléments de mission définis au CCP.

### 2.4.2 – Prix forfaitaires :

Missions sur l'ensemble du <b>Département des Pyrénées-Orientales</b>	<b>Prix forfaitaires HT</b>
<p><b><u>Visite d'un logement - Réalisation d'un diagnostic de décence et du rapport de diagnostic</u></b></p> <p>Ce prix rémunère forfaitairement, la préparation et la visite d'un logement, la réalisation d'un diagnostic et le soutien technique (prestations définies à l'article 3 du Cahier des Clauses Particulières).</p> <p>Il comprend notamment le diagnostic de décence ainsi que le soutien technique</p>	
<p><b><u>Contrôle sur place suite à la réalisation des travaux et du rapport de contrôle après travaux</u></b></p> <p>Ce prix rémunère forfaitairement le suivi et le contrôle des travaux de réhabilitation commandés par la Caf (prestations définies à l'article 3 du Cahier des Clauses Particulières).</p> <p>Il comprend notamment le contrôle après travaux dont l'analyse des factures après travaux ;</p>	
<p><b><u>2<sup>ème</sup> Contrôle sur place après un 1<sup>er</sup> contrôle sur place à la suite de la réalisation des travaux et du rapport de contrôle après travaux</u></b></p> <p>Ce prix rémunère forfaitairement le suivi et le contrôle des travaux de réhabilitation commandés par la Caf (prestations définies à l'article 3 du Cahier des Clauses Particulières).</p> <p>Il comprend notamment le contrôle après travaux dont l'analyse des factures après travaux ;</p>	

**Le règlement au titulaire des sommes dues est réalisé dans les conditions suivantes :**

<b><i>Mission</i></b>	<b>Prestations avec fourniture des livrables associés (suivant CCP)</b>
Visite d'un logement - Réalisation d'un diagnostic	Remise à la Caf du diagnostic précis et qualifié de l'état du bâti
Contrôle sur place suite à la réalisation des travaux	Remise du rapport de contrôle détaillé
Lors du 2 <sup>ème</sup> Contrôle sur place à la suite d'un 1 <sup>er</sup> Contrôle sur place suite à la réalisation des travaux	Remise du rapport de contrôle détaillé

## **2.5 REVISION DES PRIX :**

Les prix sont révisibles conformément aux dispositions de l'article 8.2.2 du Cahier des Clauses Particulières (CCP).

## **Article 3 : Durée du marché / Délais d'exécution**

Le marché prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 pour une durée de 1 an soit jusqu'au 31 décembre 2026, puis est reconductible expressément une fois pour une durée de 1 an, soit au maximum jusqu'au 31 décembre 2027.

La Caf des PO informera le titulaire, par lettre recommandée avec AR, de sa décision de reconduire le marché, trois mois avant le 31 décembre de chaque année.

Les délais d'exécution maximum et de remise des documents relatifs aux missions exécutées, sont fixés au CCP. Le délai d'exécution part de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations.

### Clause de sauvegarde :

Toutefois au cours de la période de référence, en cas d'arrêt de cette activité, de transfert de compétence (à un partenaire de la Caf, Etat, ...), l'organisme a la possibilité de résilier le contrat ou une partie du contrat sans indemnité à verser à l'entreprise.

## **Article 4 : Paiement (*joindre un relevé IBAN*) / Transmission des factures**

Le titulaire du marché conclu sur la base du présent marché transmettra sa facture soit :

- Par courrier postal, en un original et un duplicata, à l'adresse suivante :

Caisse d'Allocations Familiales des PO  
Service Gestion des Moyens  
112 rue Henri Ey  
66019 PERPIGNAN Cedex 09

- Via la plateforme Chorus Pro, disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>. L'utilisation de cette plateforme est à privilégier pour faciliter et accélérer

les processus de facturation, réduire les délais de paiement et contribuer à la préservation de l'environnement en diminuant l'usage du papier. Ce mode de transmission dématérialiser permettra au titulaire de suivre l'état le traitement des factures en temps réel.

Le délai de paiement est de 30 jours.

Les paiements sont effectués suivant les règles de la Comptabilité Publique dans les conditions prévues par les décrets susvisés.

La facture détaillée de l'étude comprendra :

- La dénomination et la raison sociale de l'organisme,
- L'identification de la mission réalisée
- Le numéro de l'allocataire
- Le montant HT des honoraires.
- Le taux de TVA applicable
- Le montant TTC des honoraires

Le Caf des PO se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants :

- *Ouvert au nom de :* .....  
pour les prestations suivantes : .....  
Etablissement : .....  
Numéro de compte : ..... Clé : .....  
Code banque : ..... Code guichet : .....
- *Ouvert au nom de :* .....  
pour les prestations suivantes : .....  
Etablissement : .....  
Numéro de compte : ..... Clé : .....  
Code banque : ..... Code guichet : .....
- *Ouvert au nom de :* .....  
pour les prestations suivantes : .....  
Etablissement : .....  
Numéro de compte : ..... Clé : .....  
Code banque : ..... Code guichet : .....

Le Caf de PO se libérera également des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter leurs montants au crédit des comptes désignés à **l'annexe n° 1** du présent document.

**Avance (article R. 2191-3 ou article R. 2391-1 du code de la commande publique)**

Je renonce au bénéfice de l'avance :

- ☐ Non<sup>5</sup>  
☐ Oui

Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que l'entreprise renonce au bénéfice de l'avance.

---

<sup>5</sup> Cocher la case correspondant à votre situation

## Article 5 : Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<i>Classification principale</i>	<i>Classification complémentaire</i>
Services de logement (70333000-4)	

## Article 6 - Sous-traitance

L'annexe 1 au présent acte d'engagement indique la nature et le montant des prestations que nous envisageons de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance, le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal non actualisable, de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché. Cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations envisagées de sous-traiter conformément à ces annexes, est de :

Prix hors T.V. A ..... EUROS  
T.V.A. au taux de 19,60% ..... EUROS  
Montant T.V.A. incluse ..... EUROS

En outre, nous indiquons ci-après le montant des prestations que nous envisageons de faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir demandé en cours de travaux son acceptation au représentant de l'organisme ; les sommes que nous faisons figurer correspondent au montant maximal, non actualisable et non révisable de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Le montant maximal de la créance que nous pourrions présenter en nantissement est ainsi de

NATURE DE LA PRESTATION	MONTANT HT	MONTANT TTC

**L'annexe 1 du présent acte d'engagement doit être complétée par les candidats qui envisagent d'avoir recours à la sous-traitance.**

## Article 7 – Secret Professionnel

En complément des obligations relatives aux « Clauses de protection des données personnelles 2023-10 », le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

Les documents fournis par l'organisme, ainsi que tout support magnétique ou document, de quelque nature qu'ils soient, résultant de leur traitement par le personnel du titulaire, restent la propriété de l'organisme.



En conséquence, tous les documents consultés sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 et suivants et article 226-16 et suivants du nouveau code pénal) et soumis à l'article 29 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifié par la loi n°2004-801 du 6 août 2004.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, ces obligations et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment :

- ⇒ ne prendre aucune copie des documents ou supports d'informations confiés par l'organisme pour les besoins et l'exécution des prestations, objets du présent marché,
- ⇒ ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- ⇒ ne pas communiquer ces documents ou informations à d'autres personnes et pour quelque raison que ce soit, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- ⇒ prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché.

Il est rappelé que la responsabilité personnelle du titulaire peut également être engagée dans le cadre du chapitre VI de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 (modifié par la loi n°2004-801 du 6 août 2004) "dispositions pénales" sur la base des articles 42 (sanctionnant notamment la violation de l'article 29 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978), 43 (divulcation à des tiers non autorisés) et 44 (détournement de finalité).

## **Article 8 – Déclarations**

Je certifie sur l'honneur que les prestations seront réalisées avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.3243-1 à L.3243-4 du Code du travail, et que je ne fais pas l'objet, ni aucune personne agissant sous mon autorité, d'un des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique.

J'atteste sur l'honneur que la société pour laquelle j'interviens est en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales, conformément à l'article L.2141-2 du Code de la commande publique, ou, pour les candidats non établis en France, qu'elle respecte des règles d'effet équivalent dans son pays d'origine.

J'atteste que la société pour laquelle j'interviens respecte les obligations prévues aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail, relatives à l'emploi des travailleurs handicapés. Je m'engage, dans le cadre du présent marché, à transmettre tous les six mois les déclarations sociales et fiscales obligatoires effectuées auprès des organismes compétents.

Je déclare sur l'honneur ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique :

### **a) Condamnation définitive :**

- Ne pas avoir fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions mentionnées aux articles **L.2141-1 à L.2141-5** du Code de la commande publique.
- Ne pas avoir fait l'objet, de condamnation pénale définitive en rapport avec l'activité pour laquelle l'habilitation est demandée depuis au moins cinq ans.
- Ne pas avoir fait l'objet de moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire

**b) Lutte contre le travail illégal**

- Ne pas entrer dans un des cas d'exclusion prévus aux articles **L.2141-7 à L.2141-11** du Code de la commande publique, notamment en matière de travail dissimulé, d'emploi d'étrangers sans titre ou de marchandage.

**c) Situation fiscale et sociale :** Être en règle, au 31 décembre de l'année précédant le lancement de la consultation, au regard de ses obligations fiscales et sociales.

**d) Redressement judiciaire :**

- Ne pas faire l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire ou, en cas de redressement judiciaire, être habilité à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

**e) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés :** Respecter les obligations prévues aux articles **L.5212-1 à L.5212-11** du Code du travail.

**f) Egalité professionnelle :** Respecter les obligations en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, conformément à l'article **L.1142-1** du Code du travail.

## **ENGAGEMENT DU CANDIDAT**

---

Fait en un seul original,

**Le titulaire,**

Nom :

Date :

Cachet de l'entreprise :

Signature (à faire précéder de la mention manuscrite « **lu et approuvé** ») :

---

## **ACCEPTATION DE L'OFFRE (Cadre réservé à la Caf des PO)**

---

Est acceptée la présente offre pour valoir Acte d'Engagement

A ....., le .....

**Le Pouvoir adjudicateur**

**ANNEXE 1 – Demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance <sup>(1)</sup>**

ANNEXE N° 1 de l'AE 2025-03– peut être remplacée par une DC4

Marché .....

Titulaire.....

Objet .....

**Prestations sous-traitées**

Nature .....

Montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant : .....Euros HT

Sous-traitant	
Je soussigné,	
Agissant en mon nom personnel	
Agissant au nom et pour le compte de la société	
Domicilié à	
Téléphone	
Fax	
Adresse-email	
Immatriculé(e) à l'INSEE	
Numéro d'identité entreprise (SIREN)	
Numéro d'établissement (SIRET)	
Code d'activité économique principale (APE)	
Numéro d'inscription au Registre du Commerce	
Forme juridique de la société	

Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)* :

.....  
.....  
.....

Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct :

☐ NON      ☐ OUI

Compte à créditer (établissement de crédit, agence ou centre, numéro de compte)

Compte ouvert au nom de			
Sous le numéro		Clé RIB	
Banque			
Code banque		Code guichet	

**Conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance**

Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :

☐ NON    ☐ OUI

Modalités de calcul et de versement des avances et acomptes .....

Date (ou mois) d'établissement des prix .....

Modalités de variation des prix .....

Stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses :  
.....  
.....  
.....

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-59 du code de la commande publique .....

**Capacités professionnelles et financières du sous-traitant**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**Attestations sur l'honneur du sous-traitant**

**Le sous-traitant déclare sur l'honneur**, en application des articles L2141-1 et suivants du code de la commande publique :

**- *Condamnation définitive* :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à

l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

- **Lutte contre le travail illégal** : ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- **Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés** : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

- **Liquidation judiciaire** : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

- **Redressement judiciaire** : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

- **Situation fiscale et sociale** : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

- **Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes** :

- Ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;

- Avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

### **Comptable assignataire des paiements**

Madame Hélène CARREYRE, Directrice financière,

A ....., le .....

Le contractant,

A ....., le .....

## ANNEXE 2 – Nantissement ou cession de créance

ANNEXE N° 2 de l'AE 2025-03

**\* Copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire** pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance consenti conformément aux articles L 313-23 à L 313-34 du Code monétaire et financier facilitant le crédit aux entreprises en ce qui concerne :

☐ La totalité du marché dont le montant est de : (indiquer le montant en chiffres et en lettres).

.....

☐ La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous- traitants bénéficiant du paiement direct et évaluée à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :

.....

☐ La partie des prestations évaluées à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :

.....

Et devant être exécutées par ..... en qualité de :

☐ Titulaire      ☐ co-traitant      ☐ sous-traitant

Désignation, adresse, téléphone du comptable assignataire (*si plusieurs comptables assignataires sont prévus, l'acheteur fournit autant de certificats de cessibilité qu'il y a de comptables en précisant sur chaque document le nom du comptable auquel il doit être remis. Chaque document ne mentionne que la part de la créance totale que le comptable auquel il est transmis est appelé à mettre en paiement (article R2393-34 du code de la commande publique) :*

A,                      le

Signature

**\* Modification(s) ultérieure(s) au contrat de sous-traitance** (A renseigner autant de fois que nécessaire)

La part de prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct est ramenée (indiquer l'unité monétaire d'exécution du marché et le montant en lettres) à :

.....  
.....

Montant initial :

- Ramenée à :

Ou - Portée à :

A,    le

Signature

### ANNEXE 3 – FICHE D'IDENTIFICATION DU CANDIDAT

ANNEXE N° 3 de l'AE 2025-03

Nom ou raison sociale : .....

Adresse:

.....  
.....  
.....

Code Postal et Ville : .....

Téléphone : .....

SIREN : .....

Numéro SIRET (obligatoire) : .....

Code APE : .....

Courriel : .....

Correspondant : .....

Fonction : .....

Téléphone : .....

Chiffres d'affaires annuel : .....

Effectif : .....

☐ TPE/PME   ☐ GE   ☐ ETI   ☐ Autre

#### **IMPORTANT :**

**Joindre l'original d'un Relevé  
d'Identité Bancaire / Postal ou IBAN  
avec entête du partenaire financier**

**Cachet de l'entreprise  
et Signature du Responsable,**